

*Les crédits*

Quand on force la note au sujet du Sénat. . . et tous les députés du Québec font cela parce qu'ils savent qu'au Québec, le Sénat n'est pas des plus populaires. Maintenant, le gouvernement au pouvoir, pourquoi n'a-t-il jamais aboli le Sénat s'il le hait tellement?

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Maheu:** Il faudrait peut-être admettre, une fois pour toutes, que tout ce que les membres du gouvernement tentent de faire, c'est de faire oublier le sujet de fond qu'est la TPS. Ce n'est pas le Sénat qui est le sujet de fond; cela, c'est votre béquille pour essayer de cacher cela et pour vous aider à lancer la poudre. On se tient sur une patte et on lance la poudre!

**M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Mon père me disait, monsieur le Président, lorsqu'on crache en l'air, ça nous retombe sur le nez!

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Maheu:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président!

**Le président suppléant (M. DeBlois):** L'honorable députée, vous invoquez le Règlement, oui?

**Mme Maheu:** Oui, monsieur le Président. Est-ce que je peux vous demander pourquoi je n'ai pu terminer?

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Plusieurs députés ont demandé la parole. Mais si vous le voulez, vous pouvez terminer brièvement vos commentaires ou votre question.

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** J'aimerais bien que le député de Kamouraska—Rivière-du-Loup nous parle. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Maheu:** Ce n'est pas vous, cela, de l'autre côté? Je cherche votre circonscription.

**M. Vincent:** C'est Trois-Rivières.

**Mme Maheu:** C'est Trois-Rivières, parfait.

Combien d'emplois ont été perdus dans les environs de Montréal depuis un an et demi? On n'en parle pas. Et quand on parle de la création d'emplois, est-ce qu'on peut parler de la qualité de la création d'emplois et commencer à dire la vérité au peuple canadien?

**M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur le Président, au risque

de me répéter, quand on crache en l'air, ça nous retombe sur le nez. C'est ce que mon père me disait.

Monsieur le Président, tout d'abord, la question sur l'abolition du Sénat. Je vais tenter peut-être en deux minutes, de faire un cours de droit à ma collègue de Saint-Laurent—Cartierville.

• (1750)

Pour abolir le Sénat, monsieur le Président, il faut d'abord que le Québec fasse partie de la Constitution canadienne. Et, grâce au gouvernement libéral de 1981, le Québec a été exclu. Et grâce au chef libéral de 1990, qui a embrassé, au congrès, Clyde Wells, premier ministre libéral de Terre-Neuve, le Québec a encore été exclu, monsieur le Président. Alors, qu'on ne me demande pas l'abolition du Sénat, c'est la faute des libéraux si ce n'est pas aboli parce que le premier ministre du Canada l'a offert.

Monsieur le Président, ça les choque encore. Le premier ministre du Canada l'a offert, mais les libéraux provinciaux de Terre-Neuve, puis fédéraux, ont tout fait pour massacrer l'Accord du lac Meech, massacrer le Québec. C'est cela la réponse en question de l'abolition du Sénat. Et continuez comme cela, vous allez très bien, c'est très brillant!

Pour répondre à l'autre question de ma collègue de Saint-Laurent—Cartierville, elle parlait de création d'emplois. Eh bien, je lui dirai, monsieur le Président, que de 1980 à 1984 il se créait à peu près 100 000 emplois par année, et 75 p. 100 de ces emplois-là étaient des emplois temporaires. Vous savez, «temporaires», cela veut dire: on t'engage pour trois mois, tu peintures des clôtures. On t'engage pour six mois, tu fais de la pelouse, même en hiver. C'était ce genre d'emplois qu'ils créaient de 1980 à 1984.

De 1984 à 1990, il s'est créé 1,6 million d'emplois dont 80 p. 100 sont des emplois permanents de qualité. Et je mets au défi la députée de Saint-Laurent—Cartierville, qu'elle vienne donc voir! D'abord, elle ne sait pas que je suis le député de Trois-Rivières, maintenant elle le sait. Je la mets au défi maintenant de venir visiter Trois-Rivières, et de venir se rendre compte que oui on a perdu des emplois, mais oui on en a créé de nouveaux, et que le bilan définitif est positif.

**Une voix:** Canadair est dans son comté.

**M. Vincent:** C'est cela, monsieur le Président, la réalité économique.